

Brève synthèse de la pensée d'Ibn Khaldoun²

Ibn Khaldoun (1332-1406), né en terre d'Islam (Tunisie), est un théoricien de l'Histoire à portée universelle. Sa démarche positiviste est antérieure à celle de Montesquieu, car il a tenté de comprendre les raisons de la grandeur et décadence des dynasties du Maghreb et du Machrek, à partir d'une approche liant le politique et l'économique ce qui est d'une grande nouveauté.

On peut résumer ainsi l'enjeu de la pensée d'Ibn Khaldoun en une seule question : comment créer de la richesse dans une société qui n'en crée pas spontanément ou dont on n'en perçoit pas les progrès ? La réponse, c'est qu'il faut la mobiliser artificiellement par la coercition. Le tribut, qu'inflige les conquérants aux conquis, ou l'impôt qu'exige l'Etat de ses sujets en temps ordinaire, sont les conditions premières de la prospérité. Ils permettent en effet une accumulation de la richesse et des hommes dans la « la ville » (la métropole, *madina* en arabe par opposition à la campagne *badiya*), c'est à dire une concentration de demandes et de compétences qui ouvre la voie à la division du travail, à la diversification des métiers et spécialisations, et par là aux seuls gains rapides de productivité qu'on puisse concevoir dans une société agraire. Ibn Khaldoun égrène et décrit les métiers - médecins et architectes, enseignants et juristes, copistes et libraires, charpentiers et tailleurs de pierre - qu'on ne trouve qu'en ville, car elle est la condition nécessaire de leur existence. Ainsi dit-il : « *les vendeurs de perroquets prospèrent au Caire ; ils périssaient, dit-il, dans les capitales plus médiocres, comme Fès ou Tunis* ».

Les gains de productivité urbains, nés dans un premier temps du prélèvement infligé aux paysanneries nourricières, profitent au final à tous. Car la nécessité de nourrir la ville et de payer l'impôt stimule la production rurale par la recherche de progrès des rendements et de l'abaissement des coûts. La nourriture est paradoxalement moins chère, nous dit-il, dans le terroir des banlieues urbaines, là où les populations sont nombreuses et denses et la division du travail efficace, que dans les solitudes tribales.

Cette spirale née de l'impôt est portée par l'Etat, dont l'accumulation de la richesse et des hommes est le seul but, nous dit Ibn Khaldoun. La tâche fondamentale et fondatrice de l'Etat, c'est en effet la collecte de l'impôt qui permet la ville, la division du travail et l'enrichissement. Ce n'est pas la guerre, car toutes les manifestations de la force coûtent cher et entravent ou perturbent le prélèvement fiscal. L'Etat khaldounien - qui est plutôt un empire à ne pas confondre avec l'Etat moderne - est par définition pacifique et pacifiant. Il désarme ses sujets par nécessité : des peuples armés et solidaires (animés par un esprit de corps, *'assabya*) se refuseraient à payer l'impôt, considéré comme une exaction humiliante, et la spirale de la prospérité en serait aussitôt enrayée. Mais plus important encore, l'empire civilise ses populations, en leur interdisant la violence et en brisant toutes les solidarités mécaniques propres à l'*'assabya*), mais en leur offrant en échange toutes les protections souhaitables (militaire, policière, judiciaire et sociale).

Privées du recours à la violence, les sujets de l'empire sont exclusivement assignés aux fonctions de production économique ou intellectuelle, qu'ils assurent d'autant mieux qu'ils se spécialisent. En les séparant de la violence, l'empire opère la première de ces divisions du travail sur lesquelles se fonde la spirale de la prospérité des sociétés civilisées : la séparation de ceux qui ont en charge la production - qu'Ibn Khaldoun nomme sédentaires - et de ceux qui sont en charge de la violence ou bédouins, terme qui n'a en rien ici le sens de « nomades ».

Cette division du travail par éradication de la violence des sujets suppose que d'autres soient assignés à la fonction de violence dont l'empire a besoin. Il doit mobiliser une armée

¹ Professeur retraitée de sciences économiques et sociales.

² *Ibn Khaldoun, Discours sur l'histoire universelle. Al-Muqaddima*, 1997, Acte Sud.

coûteuse, à la fois pour assurer l'ordre public et faire rentrer l'impôt, mais surtout pour protéger les sujets désarmés contre les prédateurs extérieurs. On voit donc que la situation impériale repose sur un paradoxe en apparence intenable : une société riche, environnée de tribus solidaires et violentes contre lesquelles elle est *a priori* incapable de se défendre .

Le pouvoir impérial n'a d'autre recours que de confier la charge de violence qu'il interdit à ses sujets à quelques unes de ces tribus hostiles afin de s'en assurer l'alliance contre les autres. La part violente et « bédouine » de l'empire peut être acquise par l'achat de tribus mercenaires ou tout simplement par l'invasion, dont la victoire fournit paradoxalement au système impérial les forces qui lui sont nécessaires. En définitive, le pouvoir revient à ceux qui ont la charge des fonctions de violence, parce qu'ils ont les armes, qu'ils conquièrent le pouvoir par l'invasion ou qu'ils en héritent, en assurant les fonctions armées qui leur ont été volontairement confiées (cf. les barbares des dernières générations de l'Empire romain qui sont dans les deux rôles). Pour Ibn Khaldoun, il n'existe pas de véritable structure d'Etat tant que les fonctions productives et militaires n'ont pas été clairement séparées - par une ligne de partage ethnique, le plus souvent.

Mais la violence solidaire des bédouins plongés dans la société sédentaire s'y érode et s'y corrompt. Le processus de désarmement et de pacification de l'Etat s'exerce aussi sur sa propre violence : les assises militaires tribales du pouvoir se dissolvent sous l'action des institutions protectrices de l'Etat - police, justice et secours sociaux -, qui se substitue avec avantage aux solidarités tribales dans les mêmes fonctions. La tribu disparaît parce qu'elle ne sert plus à rien = ses membres ne dépendent plus de sa protection.

Selon Ibn Khaldoun, l'Histoire est ce processus de déperdition qui dissout des ethnies créatrices d'empires pour en faire des populations sédentarisées, désolidarisées (mécaniquement), indifférenciées (les mêmes droits) et incapables de création historique. Finalement, on ne tombe pas dans la barbarie, mais dans la civilisation. En un siècle ou deux, ceux dont les ancêtres ont forgé l'histoire la quittent pour rejoindre le troupeau sans nom des producteurs contributables. L'empire tue ceux qui le font.

Que faut-il retenir de la pensée d'Ibn Khaldoun ?

1. c'est l'impôt qui fait l'Etat, dont le rôle premier est de créer la prospérité résultat de l'augmentation du surplus agricole et du développement des villes, où s'y développent les progrès de la division du travail et la naissance des « sédentaires » désarmés.
- 2 -sa théorie constitue l'antithèse de la vision néolibérale qui tient l'impôt et l'extension de l'Etat pour un frein à la prospérité économique .
3. Pour se défendre contre les menaces extérieurs, l'Etat a besoin de lever une armée et c'est aux bédouins qu'il assigne la fonction militaire. Ces tribus, qui vivent aux marges des zones civilisées et dont les membres sont liés par une solidarité mécanique forte (*assabiyya*), ont l'habitude de la violence. Mais, servant l'Etat en tant que militaires, ils cessent d'user anarchiquement de la violence et participent aux bienfaits de la prospérité générale.
4. La protection que l'Etat procure à ses sujets engendre un processus d'individuation et de relâchement des solidarités claniques qui signent la disparition de la tribu .

Actualité d'Ibn Khaldoun

Lorsque l'Etat cesse d'offrir une protection complète à ses sujets, il augmente le risque de reconstitution tribale et de la '*assabiyya*, la solidarité sans faille de ses membres contre le noyau qui continue à jouir de la prospérité et dont les membres sont plus individualistes et pacifiques. On peut ainsi aujourd'hui opposer la *métropolisation* et sa *gentrification* aux périphéries abandonnées par l'Etat, devenues sources de violence (cf. les banlieues dites sensibles ou encore le mouvement des *Gilets jaunes* émanant de la « France périphérique » décrite par Christophe Guilly) .

On peut aussi ajouter que le néolibéralisme porte en lui les germes de la violence par son aversion pour l'Etat-providence et l'éloge du marché sans entraves qui contribue à gonfler les marges des métropoles et de la France périphérique », dont la population présente peu d'utilité, en général, pour les grands acteurs du marché global. On peut ainsi expliquer la montée de

l'extrême-droite violente dans le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Est, dont la population est passée d'un Etat collectiviste - qui décidait de tout pour tous - à un Etat qui a abandonné l'« économie sociale de marché » et s'est ralliée au credo libéral, faisant de la liberté des flux de capitaux de marchandises et des personnes un dogme. De même, on ne peut comprendre la géopolitique du Moyen-Orient, sans avoir en tête les conséquences du démantèlement de l'Empire ottoman par les accords Sykes-Picot (1916) et la création sur ses confettis d'Etats sans nations, des ensembles politiques multiethniques et multiconfessionnels animées par les '*assabiyya*', ce qui empêche l'émergence d'une citoyenneté et d'un Etat civil, sinon au prix de régimes autoritaires (la Syrie, l'Irak *etc.*) ou confessionnels, comme le Liban, où semble émerger néanmoins une lueur de société civile pour la première fois